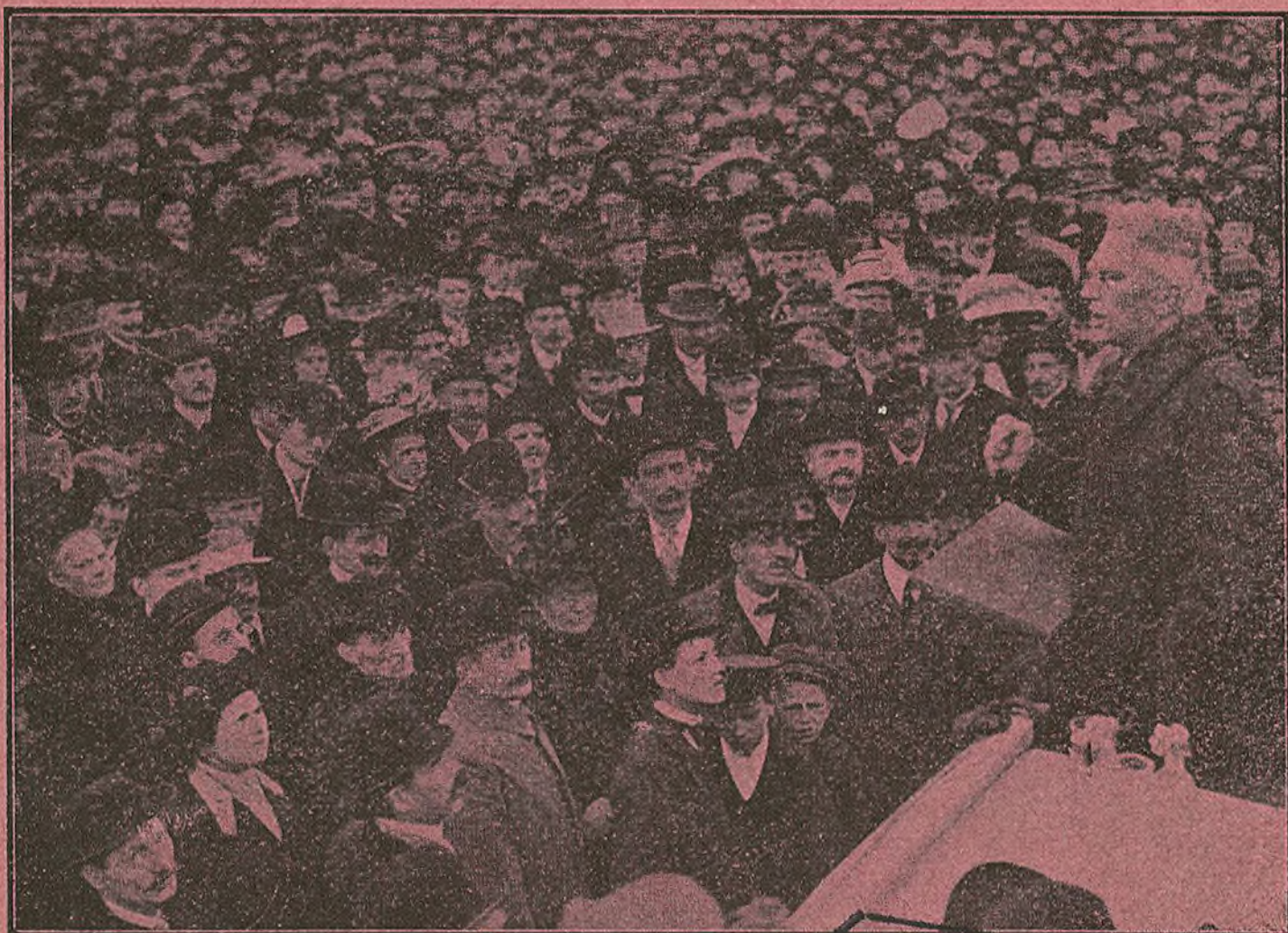


BR 1870
Librairie du Parti Socialiste (S. F. I. O.)

JEAN LONGUET

Les Socialistes allemands contre la guerre et le militarisme

—
FAITS & DOCUMENTS
—



Un des grands meetings contre la Guerre à Berlin.

PARIS
AU SIÈGE DU CONSEIL NATIONAL
37, Rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie

1913



Brb 1870



**Les Socialistes allemands
contre la guerre et le militarisme**

PAR

JEAN LONGUET

LES SOCIALISTES ALLEMANDS

contre la Guerre et le Militarisme

Profondément pénétré des enseignements de Marx et d'Engels, et du mot d'ordre immortel lancé par eux dès 1847 : *Prolétaires de tous les pays unissez-vous !* le socialisme allemand, de ses origines à nos jours, n'a pas cessé un seul instant d'être irréductiblement fidèle à la pensée internationaliste de ses fondateurs; de lutter de toutes ses forces contre le chauvinisme et le militarisme bourgeois; d'affirmer partout et toujours son amour de la paix, sa solidarité étroite avec les travailleurs des autres nations, combattant comme lui-même pour son émancipation intégrale.

Toutes les déclarations de ses militants, tous leurs écrits, tous les actes de ce grand Parti et de ses organisations démontrent, d'une manière indiscutable, pour toute personne de bonne foi, que son internationalisme est demeuré aujourd'hui aussi profond, aussi sincère, aussi agissant qu'il l'a été depuis les origines.

Malgré cela, la presse et les politiciens bourgeois de notre pays ne cessent pas d'écrire et de répéter que les socialistes français, en manifestant leur fidélité à la cause internationale, en luttant contre le pseudo-patriotisme de nos classes dirigeantes, en s'opposant à la politique de provocation des gouvernants, en refusant d'accepter les perpétuelles augmentations des dépenses pour l'armée et la flotte, jouent un jeu de dupes, mènent une action *unilatérale*, à laquelle ne correspondrait pas, de l'autre côté du Rhin, une action parallèle des socialistes allemands. Les mensonges et les sophismes ont ainsi été entassés, sans cesse, depuis des années et des années, tous tendant à faire ressortir, en face de notre

absence de patriotisme, le « patriotisme des socialistes allemands », leur « souci des intérêts nationaux », leur « hostilité à l'antimilitarisme » — voire même leur adhésion à la politique d'expansion coloniale, leur « impérialisme » — c'est la dernière découverte mirifique que nous avons vu proclamer par nos ennemis.

Non par des déclamations ou des raisonnements abstraits, mais par des faits incontestables, par le rappel d'écrits, de discours, d'actes dont beaucoup appartiennent dès maintenant à l'histoire, nous allons démontrer que nos camarades allemands ont toujours été et sont demeurés des internationalistes ardents et sincères, proclamant leur foi non seulement dans les périodes de calme, lorsqu'elle n'exigeait d'eux qu'un minimum d'efforts et de sacrifices, mais aussi dans les périodes les plus troublées, dans les temps les plus difficiles, alors que le chauvinisme déchaîné soufflait comme un ouragan, menaçant de tout renverser devant lui — sans qu'il ait un seul instant pu fléchir leur fidélité à l'idéal universel du prolétariat.

Les Socialistes allemands en 1870-71

Lorsqu'éclata, il y a 43 ans, la funeste guerre entre la France et l'Allemagne — dont les conséquences détestables pèsent encore si lourdement sur toute l'Europe — les socialistes allemands, qui n'étaient alors qu'une poignée, n'avaient pas réalisé leur unité. Ils étaient partagés en deux fractions, les *Eisenachiens*, dont le parti venait de se constituer l'année précédente à Eisenach et dont les leaders Liebknecht et Bebel s'inspiraient directement des enseignements de Marx, et les *Lassalliens*, dont l'organisation avait été constituée en 1863, par le grand agitateur Ferdinand Lassalle, mort prématurément en 1864, mais dont les amis avaient continué l'action. Lassalle, à côté de ses idées fondamentales, empruntées à Marx, avait développé des conceptions étatistes particulières, donné à sa propagande un

caractère plus spécialement national qui devait, en présence de la guerre, se traduire chez ses disciples par une attitude quelque peu différente de celle des marxistes. Du moins au début, car bientôt les socialistes allemands des deux fractions se trouvèrent unanimes dans leur protestation contre la guerre et ses conséquences.

Dans la période qui précéda l'ouverture des hostilités, des deux côtés de la frontière, la petite minorité de travailleurs conscients qu'on comptait à l'époque faisait entendre simultanément sa voix.

Le 12 juillet 1870, les sections parisiennes de l'Internationale avaient lancé un noble appel :

AUX TRAVAILLEURS DE TOUS PAYS

Travailleurs !

Une fois encore, *sous prétexte d'équilibre européen, d'honneur national, des ambitions politiques menacent la paix du monde.*

Travailleurs français, allemands, espagnols, que nos voix s'unissent dans un cri de réprobation contre la guerre.

Aujourd'hui, les sociétés ne peuvent avoir d'autre base légitime que la production et sa répartition équitable.

La division du travail, en augmentant chaque jour les nécessités de l'échange, a rendu les nations solidaires.

La guerre, pour une question de prépondérance ou de dynastie, ne peut être, aux yeux des travailleurs, qu'une criminelle absurdité.

En réponse aux acclamations belliqueuses de ceux qui s'exonèrent de l'impôt du sang, ou qui trouvent dans les malheurs publics une source de spéculations nouvelles, nous protestons, nous qui voulons la paix, le travail et la liberté.

Nous protestons :

Contre la destruction systématisée de la race humaine ;

Contre la dilapidation de l'or du peuple, qui ne doit servir qu'à féconder le sol et l'industrie ;

Contre le sang répandu pour la satisfaction odieuse de vanités, d'amours-propres, d'ambitions monarchiques froissées ou inassouviées.

Oui, de toute notre énergie, nous protestons contre la guerre, comme hommes, comme citoyens, comme travailleurs!

La guerre, c'est le réveil des instincts sauvages et des haines nationales.

La guerre, c'est le moyen détourné des gouvernements pour étouffer les libertés publiques.

La guerre, c'est l'anéantissement de la richesse générale, œuvre de nos labeurs quotidiens.

Frères d'Allemagne!

Au nom de la paix, n'écoutez pas les voix stipendiées ou serviles qui chercheraient à vous tromper sur le véritable esprit de la France.

Restez sourds à des provocations insensées, car la guerre entre nous serait une guerre fratricide.

Restez calmes, comme peut le faire, sans compromettre sa dignité, un grand peuple fort et courageux.

Nos divisions n'amèneraient, des deux côtés du Rhin, que le triomphe complet du despotisme.

Ce manifeste portait les signatures de nombreux militants des sections parisiennes, parmi lesquels nous relevons les noms d'Avrial, Camélinat, Chauvière, Varlin, Assi, Johannard, Ch. Longuet, Benoit Malon, Jules Joffrin, Jules et Victor Chausse, Murat, Eugène Pottier, Héligon, qui devaient jouer un rôle considérable dans la Commune.

Deux jours après, une réunion importante d'ouvriers allemands réunis à Brunswick, proclamait son entière adhésion au manifeste de Paris. Elle repoussait toute idée d'un antagonisme national contre la France, tandis qu'à Chemnitz une réunion représentant 50,000 ouvriers saxons proclamait:

Au nom des ouvriers appartenant à la Démocratie Sociale, nous déclarons que la guerre actuelle est une guerre exclusivement dynastique... Nous sommes heureux de serrer la main fraternelle que nous tendent les ouvriers de France. Fidèles au mot d'ordre de l'Association internationale des Travailleurs: « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », nous n'oublierons jamais que les *ouvriers de tous les pays sont nos amis et les despotes de tous les pays nos ennemis!*

Le Conseil général de l'Internationale, siégeant à Londres quelques jours après, adoptait un manifeste où on lisait que « la classe ouvrière anglaise tend une main fraternelle aux travailleurs de France et d'Allemagne. Elle est profondément convaincue que, quelque tournure que prenne l'horrible guerre, *l'alliance des classes ouvrières de tous les pays finira bien par tuer la guerre*. Le seul fait que, au moment où la France et l'Allemagne se précipitent dans une lutte fratricide, les *ouvriers de France et d'Allemagne échangent des messages de paix et de bon vouloir, ce grand fait sans parallèle dans l'histoire du passé ouvre la perspective d'un meilleur avenir* (1).

Le 19 juillet 1870, le gouvernement prussien avait réuni en session extraordinaire le Reichstag de l'Allemagne du Nord pour lui demander le vote des crédits de guerre. Ils étaient votés à l'unanimité moins deux abstentions, celles de Liebknecht et de Bebel. Les Lassalliens avaient voté pour, considérant que l'Allemagne était en butte à l'agression de Napoléon III. C'est pour la même raison que les deux militants principaux de la fraction d'Eisenach s'abstinrent au lieu de voter contre les crédits. Liebknecht avait d'ailleurs expliqué leur attitude, dans une fière protestation, lue au milieu des hurlements de la majorité :

Adversaires de toutes guerres dynastiques, comme socialistes et comme républicains; membres de l'Internationale, qui combat toutes les oppressions de nationalités et s'efforce d'unir par un lien fraternel tous les opprimés,

Nous ne pouvons pas, ni directement, ni indirectement, accepter la guerre actuelle.

Nous nous abstenons, par conséquent, de prendre part au vote, certains que les peuples d'Europe, éclairés par les terribles événements actuels, feront tout ce qui est en leur pouvoir pour conquérir le droit de se gouverner eux-mêmes, par l'abolition de l'actuelle domination des classes, cause de tous les maux politiques et sociaux.

(1) Manifeste du Conseil général de l'Internationale, du 27 juillet 1870.

Bebel indique dans ses *Mémoires*, récemment publiés, que s'il eut alors connu le « coup de la dépêche d'Ems » et les manœuvres scélérates de Bismarck pour déclencher le conflit, il ne se fut pas contenté de l'abstention, mais eut certainement voté contre. Il en eut été évidemment de même non seulement pour Liebknecht, mais pour tous les autres élus socialistes.

Mais après Sedan et la proclamation de la République, *tous les socialistes allemands, les Lassalliens, comme les Eisenachiens se prononcèrent contre la continuation de la guerre « devenue une guerre offensive contre le peuple français ».*

Bebel raconte que c'est les larmes aux yeux que Liebknecht se précipitait dans son atelier à Leipzig, pour lui annoncer la proclamation de la République, la veille à Paris.

Le 17 septembre, le Comité directeur du Parti d'Eisenach, qui résidait à Brunswick, lançait un « Manifeste aux Ouvriers allemands », que son organe le *Volkstaat* publiait en tête de ses colonnes. Il contenait ces lignes :

Il faut que l'on accorde au Gouvernement français une paix honorable !... C'est le devoir du peuple allemand d'accorder une paix honorable à la République française... Avant tout c'est le devoir des ouvriers allemands, en qui l'unité des intérêts du peuple allemand et du peuple français est devenue une conviction sacrée, qui ne voient dans les ouvriers français que des frères, auxquels ils sont unis par un sort commun et des aspirations communes, c'est le devoir des ouvriers allemands de réclamer pour la République une telle paix.

Il est absolument nécessaire que le Parti organise en tous lieux, en accord avec notre Manifeste, des démonstrations populaires, aussi importantes que possible contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine et pour une paix honorable avec la République française.

A la suite de la publication de cette courageuse protestation, le général Vogel von Falckenstein — au mépris de toute légalité, ainsi que le déclarèrent plus tard les tribunaux impériaux eux-mêmes — fit arrêter les

membres du Comité directeur et les fit conduire, chargés de chaînes, jusqu'à la frontière de Lœtzen, sur la frontière russe où ils restèrent sept mois en prison préventive. La direction du Parti passa alors aux mains des camarades de Leipzig, à la tête desquels se trouvaient placés Leibknecht et Bebel. Dans chaque numéro du *Volstaat*, depuis Sedan, en tête des colonnes, ils réclamèrent la paix avec la France et s'élevèrent contre toute idée d'annexion.

Mais ainsi que l'observait, vers la même époque, le Conseil général de l'Internationale en un deuxième manifeste d'une haute éloquence : « si en pleine paix les ouvriers français ne réussirent pas à arrêter l'agression, était-il plus vraisemblable que les ouvriers allemands puissent arrêter le vainqueur au milieu du cliquetis de ses armes triomphantes ? ». Mais du moins, quoique placés « en pleine orgie patriotique » suivant l'expression de Bebel, les socialistes allemands continuaient avec un indomptable courage à élever la voix.

Le 24 novembre 1870, le gouvernement de M. de Bismarck avait demandé au Reichstag de voter de nouveaux crédits pour continuer la guerre. Au milieu d'une assemblée enivrée de chauvinisme, malgré les injures et les poings tendus, Liebkecht et Bebel renouvelèrent leur protestation et en termes vibrants s'élevèrent contre l'idée de l'annexion de l'Alsace-Lorraine qui, déclarait Liebkecht, « perpétuerait les dangers de guerre ». La motion qu'ils déposèrent recueillait les voix des 5 élus socialistes que comptait le Parlement de l'Allemagne du Nord.

Quelques jours après, les deux leaders de la Social-Démocratie recevaient la lettre suivante qui leur était adressée par M. Lefaivre de Behaine, que Gambetta venait d'envoyer comme consul de France à Vienne :

Messieurs,

Au nom de la République française, dont le Gouvernement m'a accrédité comme son représentant spécial auprès de la Démocratie allemande, *je crois de mon devoir de vous*

remercier pour les nobles paroles que vous avez prononcées au milieu d'une Assemblée fanatisée par l'esprit de conquête et l'ivresse du militarisme. Le courage dont vous avez fait preuve à cette occasion a attiré sur vous l'attention de l'Europe entière, et vous a conquis une place glorieuse parmi les champions de la liberté.

L'esprit de liberté et d'humanité, comme vous l'avez si éloquemment exposé, subit en ce moment en Allemagne une éclipse pareille à celle que nous avons nous-mêmes éprouvée pendant le premier Empire, et on va au devant des mêmes déceptions. Une rage de domination brutale s'est emparée des esprits les plus éclairés. Des penseurs qui, il n'y a pas longtemps, répandaient leurs lumières sur le monde, sont devenus, sous l'impulsion de M. de Bismarck, les apôtres du meurtre et de l'écrasement de toute une nation. *C'est vous, messieurs, vous et votre parti qui, dans cette défaillance générale, avez maintenu la grande tradition allemande. Vous êtes, à nos yeux, les grands représentants d'une nation allemande que nous avons aimée d'un amour vraiment fraternel et que nous n'avons pas cessé d'estimer. La France vous salue, messieurs, et vous remercie, car elle voit en vous l'avenir de l'Allemagne et l'espoir d'une réconciliation entre les deux pays.*

Cette lettre ayant été connue du gouvernement, était lue au Reichstag par un de ses représentants, le conseiller privé Wagener au milieu des clameurs furibondes d'indignation « patriotique » de la majorité. La presse bourgeoise ne cessa plus d'accuser les militants socialistes de haute trahison.

Le 17 décembre 1870, Bebel était arrêté à son atelier et Liebknecht dans les bureaux du *Volkstaat*. Après trois mois d'instruction ils étaient remis en liberté provisoire. Ils ne devaient être jugés que 15 mois plus tard.

Entre temps, au cours de plusieurs débats du nouveau Reichstag impérial, Bebel renouvelait la protestation contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, démontrant que cette funeste conquête « pèserait ensuite toujours sur les rapports franco-allemands, amènerait la France à s'allier avec la Russie, obligerait l'Allemagne à maintenir des forces militaires sans cesse plus considérables ».

De son côté, le Conseil général de l'Internationale avait publié un deuxième Manifeste, due à la plume de Marx, dans lequel le grand socialiste allemand s'élevait avec une admirable éloquence contre les projets de conquête du nouvel empire « borusso-germanique ». Citons-en ces passages caractéristiques :

Il en est des nations comme des individus. Pour leur enlever les moyens d'attaque, il faut leur enlever les moyens de défense. *Il ne suffit pas de les garotter : il faut les tuer.*

Si jamais vainqueur prit des « garanties matérielles » pour ôter le nerf à un peuple, ce fut Napoléon, par le traité de Tilsitt, et la façon dont il l'exécuta contre la Prusse et le reste de l'Allemagne. Que sont les garanties que la Prusse, dans ses rêves les plus insensés, pourrait ou oserait imposer à la France, en comparaison des « garanties matérielles » que Napoléon I^{er} lui avait arrachées à elle-même ? Le résultat n'en serait pas moins désastreux.

L'Histoire mesurera le châtement, non au nombre de kilomètres carrés conquis sur la France, mais bien à l'étendue du crime qui aura fait revivre, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la politique de conquête.

Et avec une admirable clairvoyance, il ajoutait :

Les patriotes teutons croient-ils réellement, qu'en jetant la France dans les bras de la Russie, ils assurent la liberté et la paix à l'Allemagne ? Si la fortune de ses armes, l'arrogance du succès et l'intrigue dynastique conduisent l'Allemagne à une spoliation du territoire français, alors il ne lui restera de choix qu'entre deux partis : elle devra se faire, à tout risque, mais directement, l'instrument de l'extension russe, ou bien il lui faudra, après une courte trêve, se préparer à nouveau à une guerre « défensive » et non pas à une de ces guerres localisées, d'invention nouvelle, mais bien à une guerre de races contre les races slaves et les races latines coalisées.

Le 27 mars 1872, après un procès retentissant qui avait duré près de trois semaines, Bebel et Liebknecht étaient condamnés par la Cour d'assises de Leipzig, pour haute trahison », à deux années de prison, qu'ils firent dans les forteresses de Hubertusburg et de Königstein.

Ni un sou! Ni un homme!

Ceux de nos adversaires qui ont quelque bonne foi et quelque connaissance de l'histoire de la Démocratie socialiste allemande, ne peuvent contester ces faits historiques, ni mettre en doute le courage héroïque montré, il y a 43 ans, par nos camarades d'Outre-Rhin dans la défense des principes internationalistes.

Mais leur argumentation habituelle consiste à prétendre que, depuis 1870, les socialistes allemands ont changé d'attitude et qu'en face du militarisme impérial et du chauvinisme pangermaniste, ils ont modifié leur attitude. Examinons un peu ces affirmations à la lumière des faits.

Il y a un premier point d'une importance capitale, qui ne peut pas être contesté: depuis la fondation de l'empire allemand jusqu'à nos jours, depuis 43 ans qu'ils siègent au Parlement impérial, sans cesse plus nombreux et plus forts, en face des demandes de crédits pour l'armée et la flotte, *jamais un seul moment leur attitude n'a varié d'un pouce*. Inébranlablement fidèles à leur fière devise « NI UN HOMME! NI UN SOU POUR LE MILITARISME! » les élus de ce grand Parti Social-Démocrate allemand, qui, dès 1873, avait réalisé sa pleine unité de classe, *n'ont pas cessé de voter unanimement contre le budget de la guerre et de la marine*.

La première grande bataille motivée par cette question se produisit en 1887, lors des demandes de crédits formulées par Bismarck à la suite de l'affaire Schnœbelé et dont le refus entraîna la dissolution du Reichstag. Le jour même de la dissolution, le 14 janvier 1887, le « Vorstand » ou Comité directeur du Parti publiait un manifeste vigoureux dont j'extrais cette conclusion sans ambiguïté:

Avec le militarisme, qui nécessairement émane du système d'État et de société dominant, il n'y a pas plus de réconciliation possible pour la Social-Démocratie qu'avec ce

systeme lui-même. Avec l'abolition du militarisme la paix du monde sera assurée; les peuples demandent et ont besoin de la paix (1).

La courageuse attitude que les socialistes allemands adoptèrent en cette circonstance leur coûta d'ailleurs cher, puisqu'aux élections de février 1887, motivées par la dissolution, Bismarck était parvenu à leur arracher plus de la moitié de leurs mandats au Parlement impérial — qui de 24 tombaient à 11. Il est vrai que le recul n'était qu'apparent, dû à la coalition de tous les partis bourgeois contre eux. Tandis qu'ils perdaient la moitié de leur représentation parlementaire, ils voyaient le nombre de leurs voix passer de 549,000 à 763,000. Leur irréductible opposition au militarisme ne fut pas affaiblie. Si on prend d'ailleurs toutes les grandes demandes d'augmentation de crédits pour l'armée qui ont été formulées au Reichstag en 1875, 1881, 1887, 1890, 1893, 1905 et qui portaient le contingent, en temps de paix, de 401,000 hommes en 1875 à 505,000 en 1905, on constate que chaque fois les gouvernants trouvèrent en face d'eux l'opposition indomptable de la Démocratie Socialiste.

De même ils n'ont pas cessé d'opposer une fin de non-recevoir absolue à toutes les demandes de crédits pour la flotte, en 1888, 1896, 1900, 1905, 1911.

En 1907, c'était à propos des crédits qui étaient demandés pour poursuivre une expédition coloniale dans l'Afrique du Sud, contre les Herreros, que le Socialisme allemand se dressait, toujours irréductible, contre l'impérialisme colonisateur, comme contre le militarisme. Par les votes combinés des socialistes, du centre catholique, des Polonais et des Alsaciens-Lorrain, le gouvernement du chancelier de Bulow se trouvait ainsi mis en minorité. Il décidait d'en appeler au pays, dissolvait le Reichstag. Sous les auspices de la

(1) *Die Sozialdemokratie im Deutschen Reichstage*, par A. BEBEL; Appel de la Fraction pour les élections de 1887. Page 249.

« Reichsverband » (coalition impériale) une campagne enragée s'organisait contre les « Sans-Patrie » socialistes, ces hommes que l'empereur Guillaume II avaient déclaré « *indignes de porter le nom d'Allemands* ».

Fièrement nos camarades avaient relevé le gant et engagé une lutte admirable contre tous les partis bourgeois coalisés. Si ceux-ci arrivaient ainsi à leur enlever 46 des 81 mandats qu'ils avaient conquis en 1903, ils ne pouvaient empêcher ce parti « abattu », d'avoir conquis encore 250,000 nouveaux électeurs.

Leur fidélité aux principes de l'Internationale ne devait d'ailleurs pas arrêter la reprise de leur marche victorieuse, le renforcement magnifique de leur organisation politique et syndicale — aboutissant à la victoire grandiose de janvier 1912, où 110 socialistes internationalistes furent élus au Reichstag, tandis que le Parti obtenait 4,250,000 voix.

L'internationalisme du socialisme allemand est d'ailleurs nettement motivé par cette claire déclaration de principes que nous trouvons dans son programme qui fut voté en 1891 à Erfurt et qui est resté la base de son action :

Les intérêts de la classe ouvrière sont les mêmes dans tous les pays où existe le mode de production capitaliste. A mesure que s'étend le commerce international et que se développe la production pour le marché du monde, la situation des ouvriers d'un pays dépend toujours davantage de la situation des ouvriers des autres pays. L'émancipation de la classe ouvrière est donc une œuvre à laquelle sont également intéressés les ouvriers de tous les pays civilisés. En connaissance de ce fait, le Parti Démocrate-Socialiste d'Allemagne se déclare en pleine union avec tous les ouvriers de tous les autres pays, qui ont la conscience de classe.

D'autre part le Programme proprement dit comprend :

ART. 3. — Education militaire universelle : **Milices à la place des armées permanentes.** *La représentation populaire seule sera appelée à décider de la guerre et de la paix.* **Règlement de tous les conflits internationaux par l'arbitrage.**

Dans les Congrès de l'Internationale

Au premier congrès de la nouvelle Internationale, tenu en juillet 1889 à Paris, l'Allemagne socialiste était représentée par 81 délégués. En leur nom à tous, le vieux « soldat de la Révolution », ainsi qu'il s'était lui-même appelé à Leipzig, en 1872, Wilhelm Liebknecht soulignait le caractère de cette manifestation : « *C'est l'Allemagne et la France ouvrières, s'écria-t-il, qui s'unissent en ce moment ! Ce n'est pas un congrès d'idéologues, c'est un pacte d'alliance que nous contractons et qui aura son effet dans le monde entier* ».

En 1891, au Congrès international de Bruxelles, Liebknecht proclamait « *L'ennemi du travailleur allemand n'est pas le citoyen français, c'est le bourgeois allemand* » et s'il repoussait les propositions anarchisantes de Domela Nieuwenhuis, le délégué hollandais, en faveur de la « grève militaire », ce n'était pas le moins du monde en se basant sur des motifs « patriotiques », mais uniquement sur des raisons de tactique et d'opportunité.

Un an après, c'était encore Liebknecht qui, délégué fraternel des socialistes d'Allemagne au Congrès de Marseille (1892) du « Parti Ouvrier Français », affirmait avec une force et un éclat tout particulier les mêmes idées :

Vous êtes internationalistes, nous le sommes ; pour nous socialistes, il n'y a pas de question de nationalité :

Nous ne connaissons que deux nations : la nation des capitalistes, de la bourgeoisie, de la classe possédante d'un côté, et de l'autre la nation des prolétaires, de la masse des deshérités, de la classe travailleuse, et de cette seconde nation nous sommes tous : vous socialistes français et nous socialistes allemands.

Nous sommes une même nation : les ouvriers de tous les pays forment une même nation qui est opposée à l'autre nation, qui est aussi une et la même dans tous les pays.

Entre vous Français et nous Allemands, il y a un large fleuve de sang. Nous en sommes innocents de ce sang : ce sont nos ennemis à nous qui l'ont versé et ce fleuve de sang ne forme pas une frontière de haine pour nous. Nous sommes des frères !

Nous avons protesté contre la guerre fratricide de 1870 comme vous avez protesté vous-mêmes *et notre attitude vis-à-vis de la guerre n'a jamais changé.*

La bourgeoisie qui veut nous diviser vous dit dans ses journaux que nous avons changé; que nous ne sommes plus les socialistes de 1870-1871; que nous avons abandonné le drapeau révolutionnaire; que nous sommes devenus chauvins; elle en a odieusement menti; nous n'avons changé ni de programme ni de tactique; nous sommes ce que nous étions dès le commencement et nous resterons ce que nous sommes : révolutionnaires et internationalistes. Nous avons même, à notre dernier Congrès, adopté un programme plus révolutionnaire que le premier et ce programme contient un paragraphe déclarant expressément que nous sommes unis et solidaires avec les prolétaires de tous les pays. (Le programme d'Erfurt.)

Nous tous socialistes internationalistes, nous sommes une grande armée dont vous Français et nous Allemands, ainsi que les socialistes des autres pays, ne sont que les corps d'armée différents.

Et croyez-moi, nous qui avons lutté contre Bismarck et qui l'avons battu, renversé après une lutte de 25 ans, nous ne serons soumis, dévoyés par aucun pouvoir du monde.

Nous sommes prêts à donner la dernière goutte de notre sang pour la cause du socialisme et nous continuerons la lutte d'émancipation jusqu'à la victoire.

Je termine par le cri qui termine toutes les réunions socialistes en Allemagne et qui vous montre l'esprit de notre mouvement: Vive la Démocratie socialiste internationale et révolutionnaire !

L'année suivante, en 1893, au Congrès socialiste international de Zurich, un grand débat était à nouveau soulevé par les propositions de Domela et des Hollandais en faveur de la grève militaire. Devant l'opposition qui leur était faite par l'immense majorité du Socialisme international, Domela s'en prit aux socialistes allemands auxquels il reprocha « de faire des concessions au militarisme », ce fut encore Liebknecht qui lui répondit éloquemment :

Dire que la Démocratie socialiste allemande a passé à la cause du militarisme et du chauvinisme, c'est dire une contre-vérité, que nous avons réfutée d'avance par nos paroles

et par nos actes ! Contre le militarisme, nous n'avons pas reculé de l'épaisseur d'un cheveu.

L'annexion de l'Alsace-Lorraine? nous l'avons condamnée comme une faute, nous l'avons flétrie comme un crime. (Applaudissements enthousiastes.) Je l'ai dit au Reichstag devant l'Allemagne militaire, je l'ai répété devant le peuple, *je le confirme solennellement ici devant le prolétariat universel assemblé.* Cette opinion nous l'avons payée, mes camarades et moi, par des années de prison dont le nombre, si on en faisait le total, s'élèverait à un millier !

Pas un homme, pas un sou ! tel est notre programme.

Depuis qu'elle existe nous n'avons accordé à l'armée allemande, ni un homme, ni un sou. (*Enthousiastes acclamations de la délégation allemande.*)

Et Liebknecht avec vigueur montrait ces raisons *purement socialistes*, pour ne pas accepter la proposition de Domela : « *Si la proposition hollandaise était réalisable nous la voterions des deux mains.* Elle n'est qu'un vœu pie, elle est irréalisable. Dans la Hollande neutre une proposition semblable pouvait se produire. Elle ne peut prendre pied dans l'Allemagne militariste. On a dit que notre proposition n'est que de la phrase ; je crains que ce ne soit le cas de la vôtre ».

Non vous ne lutterez pas contre le Moloch du militarisme en gagnant quelques individus isolés, en provoquant de puérides émeutes de casernes : vous livreriez au Moloch quelques malheureux, vous lui donneriez quelques victimes de plus ! *C'est la propagande infatigable qu'il faut. C'est notre esprit qu'il faut implanter dans l'armée. Quand la masse sera socialiste, le militarisme aura vécu !* (Applaudissements prolongés.)

C'est à cela que nous autres Allemands, nous avons travaillé, que nous travaillons, que nous travaillerons sans relâche. C'est devant les représentants du prolétariat international que j'en prends l'engagement solennel ! (Applaudissements enthousiastes.)

Aux Congrès internationaux suivants, Londres (1896), Paris (1900), Amsterdam (1904) aucun grand débat ne fut soulevée sur la question du militarisme et de l'ac-

tion internationaliste du prolétariat. En revanche ses problèmes absorbèrent une grande partie des séances des Congrès de Stuttgart (1907), Copenhague (1910), Bâle (1912).

La presse bourgeoise s'est efforcée de tirer grand argument de la controverse qui, à Stuttgart surtout, mit aux prises, à propos de la proposition Vaillant sur la grève générale contre la guerre, Bebel d'une part et Jaurès et Hervé de l'autre. Là encore on ne saurait trop insister sur cette idée que, comme à Zurich et à Bruxelles dans le débat entre Domela et Liebknecht, les objections des socialistes allemands étaient uniquement basées sur des raisons de *tactique, d'opportunité* et non de principes. Il suffit de citer ces paroles de Bebel :

Nous sommes unis sur le fond, sur la nécessité de combattre le militarisme et la guerre. Aucune organisation de l'étranger n'a, depuis quarante ans, combattu ces idées d'une manière plus constante que nous (*Vive approbation*), mais, chose bizarre, plus d'une fois on nous a représenté Jaurès comme un modèle de patriotisme. (*Rires.*)

JAURÈS. — Exactement, comme on vous a représenté en France.

BEBEL. — C'est très vrai ! On m'a représenté chez vous comme un grand patriote qui soutiendrait toute guerre, même la guerre non défensive. Je n'ai pas besoin de dire que cette opinion n'est pas exacte. *Pendant la guerre du Maroc, nous avons fait tout notre possible pour éviter une guerre.* Même si on admet que les social-démocrates eux-mêmes ne pourraient se passer de défense militaire, aussi longtemps que les conditions des différents États et les rapports qu'ils ont entre eux, ne se sont pas complètement modifiés, *il est bien entendu que ces armements ne peuvent servir qu'à défendre le pays et doivent être basés sur une idée démocratique très large, empêchant tout abus des forces militaires. Nous combattons en Allemagne le militarisme existant, de terre et de mer, quelle que soit la forme sous laquelle il se présente et cela de toutes nos forces.* (1)

(1) Compte rendu du Congrès Socialiste International de Stuttgart, page 120.

D'ailleurs, à l'extrême gauche du Parti, la citoyenne Rosa Luxembourg, l'ardente propagandiste et théoricienne, déclarait :

C'est un fait que la thèse de Vollmar a été désavouée par la grande masse du prolétariat allemand au Congrès d'Iéna, où l'on vota unanimement une résolution démontrant que le Parti Social-Démocrate Allemand est une organisation révolutionnaire, qui a tiré de l'histoire des enseignements utiles. *Dans cette motion, elle déclarait que la grève générale, qu'elle a considérée longtemps comme anarchiste, était un moyen qu'il était possible d'utiliser dans certaines circonstances.*

Et elle ajoutait :

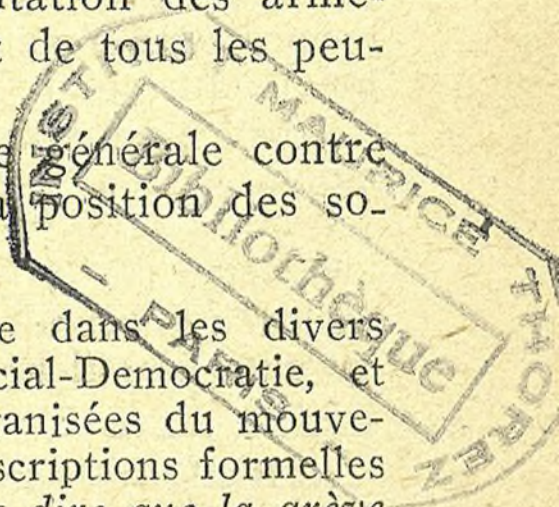
Il est vrai de dire qu'à cette époque nous n'avions pas en vue la grève des masses contre la guerre, mais la grève des masses pour maintenir ou conquérir le suffrage universel.

Nous ne pouvons pas jurer que nous ferons la grève des masses, mais nous ne pouvons pas jurer, non plus, que nous le ferons seulement pour le suffrage universel.

Au Congrès de Copenhague (1910) le débat sur ces questions fut moins ample. Cependant à propos de la motion déposée par Vaillant et Keir Hardie, des déclarations importantes furent faites au nom de toute la délégation allemande par Ledebour, député de Berlin. Après avoir nettement affirmé les revendications de l'arbitrage pour tous les conflits internationaux, le désarmement et en attendant la limitation des armements, il affirmait hautement le droit de tous les peuples à leur indépendance nationale.

Sur la question même de la grève générale contre la guerre, Ledebour précisait ainsi la position des socialistes allemands :

Le développement économique diffère dans les divers pays, comme aussi la force de la Social-Démocratie, et principalement les différentes forces organisées du mouvement ouvrier, rendent impossible des prescriptions formelles pour la grève générale. *Cela ne veut pas dire que la grève générale est impossible en principe, que dans certaines cir-*



constances on ne puisse y arriver, et peut-être si les circonstances le commandent, que l'on doit y arriver. (1)

Et l'énergique militant berlinois, répondant au discours à panache que Guillaume II venait de prononcer à Kœnisberg, s'écriait :

Nous devons éclairer les peuples sur la vraie nature du militarisme, nous devons protester contre la provocation des armements, parce que l'assurance de la paix mondiale et le bonheur de l'humanité entière dépendent, non des armements navals et terrestres, ni des états-majors de l'armée, mais uniquement du prolétariat conscient de la lutte des classes, des socialistes de tous les pays, de leur confiance et de leur audace croissantes, ainsi que de leur volonté infatigable. (2)

Enfin, au Congrès extraordinaire de Bâle (24 novembre 1912) convoqué spécialement pour la lutte contre le « monstre » de la guerre, les mêmes affirmations étaient apportées par le citoyen Haase, député de Kœnigsberg, au nom de l'unanimité de la section allemande, et le Congrès adoptait à l'unanimité la résolution déjà célèbre où il proclamait notamment :

C'est donc avec joie que le Congrès constate la pleine unanimité des partis socialistes et des syndicats de tous les pays dans la guerre à la guerre.

Partout les prolétaires se sont élevés en même temps contre l'impérialisme.

Chaque Section de l'Internationale a opposé au Gouvernement de son pays la résistance du prolétariat et mis en mouvement l'opinion publique de sa nation contre les fantaisies guerrières.

Ainsi s'est affirmée une grandiose coopération des ouvriers de tous les pays, qui a déjà contribué beaucoup à sauver la paix du monde menacée.

La peur des classes dirigeantes devant une révolution prolétarienne qui serait la suite d'une guerre universelle, a été une garantie essentielle de la paix.

(1) Huitième Congrès Socialiste International de Copenhague ; Compte rendu analytique publié par le Bureau Socialiste International, p. 311.

(2) idem, page 314.

Le prétendu " Socialisme impérialiste "

Cette attitude constante de la Démocratie socialiste allemande depuis 1870, a-t-elle en une occasion quelconque variée? De nouvelles tendances « chauvines » « impérialistes », « coloniales » se sont-elles révélées dans son sein ?

Très fâcheusement inspiré par sa haine du marxisme, préoccupé d'ailleurs de justifier surtout *ses propres tendances impérialistes, étatistes, coloniales et chauvines*, le professeur Charles Andler a cru pouvoir affirmer, à la grande joie de nos ennemis et de la presse nationaliste en particulier qui le couvraient d'injures il y a quelques années, lorsqu'il organisait un voyage des étudiants français à Berlin, qu'il existait en Allemagne un « socialisme impérialiste », dont l'influence serait grandissante, voire prépondérante dans les conseils du Parti, un socialisme chauvin et colonial, mentant à toute la tradition glorieuse de la Social-Démocratie.

Et pour justifier ces assertions étranges — qui ont été soigneusement recueillies et répandues par nos pires adversaires — Charles Andler se base sur les écrits d'une poignée de socialistes d'extrême-droite, idéologues plus ou moins fantaisistes, collaborant à une revue qui n'appartient même pas au Parti, les *Sozialistische Monatshefte*. De ces socialistes, ou soi-disant tels, le principal, l'économiste Hildebrandt, a été justement, au dernier Congrès de la Social-Démocratie, tenu à Chemnitz, EXCLU DU PARTI, pour ses tendances, à une formidable majorité. Même ceux qui le défendirent, sous prétexte de liberté d'opinion, répudièrent ses idées. Charles Andler cite encore abondamment les opinions de Schippel, auquel le Parti a *enlevé son mandat de député de Chemnitz*, en raison de ses conceptions incompatibles avec la pensée de l'immense majorité du prolétariat allemand; les écrits de Karl Leuthner, *qui n'est même pas membre du Parti socialiste allemand*, mais qui est un Autrichien, dont le germanisme extravagant

a été exacerbé par les luttes de races qui déchirent la monarchie des Habsbourg. Il se base enfin sur des paroles que Bebel aurait prononcées à Iéna et qui seraient graves, si elles n'étaient pas monstrueusement déformées par Charles Andler — chez lequel on s'étonne de retrouver ainsi les procédés qu'il a jadis justement flétris chez les adversaires de la revision du procès Dreyfus. Nous allons le montrer.

A d'aussi fantaisistes et peu scientifiques procédés de discussion, il nous suffira d'opposer des documents incontestables, empruntés aux sources les plus facilement contrôlables — aux comptes rendus des derniers congrès et émanant non « d'intellectuels » plus ou moins « indépendants » ou *en marge du mouvement*, mais à *ses militants les plus connus, les plus respectés, les plus autorisés.*

Les socialistes allemands et le désarmement

Examinons tout de suite les paroles prêtées à Bebel par Ch. Andler et qu'il aurait prononcées à Iéna :

La question du désarmement ne nous séparera plus à l'avenir. Le mot d'ordre n'est plus de désarmer, mais d'augmenter les armements.

Dans quelles conditions cette question fut-elle portée à Iéna ?

Un débat avait été soulevé dans la presse socialiste allemande et en particulier dans la *Leipziger Volkszeitung*, sur l'attitude des socialistes en face de la propagande en faveur de l'entente internationale pour la limitation des armements, menée tant par les socialistes que par les pacifistes bourgeois.

La *Leipziger* soutenait que les socialistes devaient compter sur les mouvements de masse et sur la grève générale et que la limitation mènerait non à la milice, mais à l'armée prétorienne — tout en se déclarant d'ailleurs partisan des accords internationaux pour alléger le fardeau des dépenses militaires.

Quoi qu'il en soit, cette thèse n'était soutenue que par un ou deux journaux du Parti — qui en compte 89. C'est, faisant allusion à cette controverse que, dans son discours d'ouverture du Congrès d'Iéna (1911), Bebel déclarait :

La question du désarmement et tout ce qui s'y rapporte ne nous divisera bientôt plus, car le mot d'ordre de l'Europe capitaliste, n'est plus dorénavant désarmement, mais armement sur eau et sur terre. A mon avis, nous marchons vers un état de choses qui ne peut se terminer que par une catastrophe. (1).

On voit que la phrase de Bebel, ainsi exactement rapportée, dit *juste le contraire* de celle que lui attribuait Charles Andler !

Mais il y a bien d'autres preuves de la netteté et de la loyauté internationaliste de la Social-Démocratie allemande.

Qu'on lise par exemple la motion *en faveur de la limitation des armements*, déposée le 30 mars 1911 sur le bureau du Reichstag, au nom de tout le groupe socialiste et chaleureusement défendue par le camarade Scheidemann, député de Sollingen, bien connu des socialistes parisiens, auprès desquels il fut délégué dans les grands meetings pour la paix, tenus à la salle Wagram et au Pré-Saint-Gervais.

La voici :

Étant donné qu'à la Chambre des députés française et à la Chambre des Communes anglaise, des déclarations ont été faites selon lesquelles on y était prêt à limiter les armements, *le Chancelier est invité à faire immédiatement tout son possible pour amener une entente internationale, concernant la limitation générale des armements et l'abolition du droit de prise sur mer.*

Si le Reichstag repoussa cette résolution, il vota cependant, *sous l'impulsion des socialistes*, un ordre du jour des libéraux demandant au chancelier de se déclarer prêt à entrer en négociations, dès qu'une grande

(1) *Protokoll* du Congrès d'Iéna (10 au 16 sept. 1911), p. 171.

puissance ferait des propositions concernant la limitation des armements

Les socialistes firent ressortir que la grande différence existant entre les deux textes était que, selon eux, l'Allemagne devait prendre l'initiative, tandis que les libéraux la laissait à une autre puissance.

Au dernier Congrès de Chemnitz (septembre 1912), disons le rapport du groupe parlementaire.

Le rapport rappelle tout d'abord que les élus du Parti *ont rejeté toutes les propositions concernant l'augmentation de l'armée et de la marine*; toutes les demandes de crédit formulées à cet égard par le gouvernement. Il montre que le Parti « qui n'a jamais entendu laisser le pays sans défense contre des attaques de l'extérieur — auxquelles il déclare ne pas croire — *n'a cessé de demander la substitution de la milice aux armées de caserne*. Pour le système actuel « Ni un homme, ni un sou! »

En attendant la réalisation de la milice, le Parti réclame :

La diminution du temps de service pour la cavalerie, l'artillerie à cheval, la réduction à un an du service de l'infanterie et de l'artillerie à pied, la suppression du volontariat.

Il ajoute :

Aux exigences monstrueuses qu'on formule pour l'augmentation de la flotte, *nous sommes énergiquement hostiles*. L'impérialisme et les armements sans cesse croissants ne cessent d'augmenter les dangers d'une conflagration universelle. *Une limitation des armements par accord entre les nations est possible et réalisable. Que l'Allemagne fasse le premier pas.* Les armements sont un poids écrasant pour l'énergie nationale : ils empêchent l'État de remplir ses devoirs sociaux.

La paix armée est une paix de barbarie, qui comporte les dangers les plus redoutables.

La grande masse du peuple veut la paix. (1).

(1) *Bericht der Parteivorstandes und bericht der Social demokratischen Reichstagsfraktion an der Parteitag zu Chemnitz 1912, page 117 et 118.*

Au cours des débats du Congrès de Chemnitz, le citoyen Haase, député de Königsberg, président du Vorstand (Comité directeur), rappelait que le 17 mars 1910 et le 30 mars 1911, la « fraction » avait déposé sur le bureau du Reichstag une proposition de *limitation des armements* — seul de tous les partis allemands — et répéta les dangers des armements pour la paix mondiale, aboutissant à une guerre mondiale ou à une débâcle financière.

Répondant à ceux des socialistes qui croient que la guerre est une fatalité inéluctable du régime capitaliste, Haase déclarait qu'une semblable idée s'éloignait des conceptions de Marx et d'Engels, qui nous ont mis toujours en garde contre une interprétation fataliste de l'histoire, et continuant :

La Social-Démocratie allemande a toujours voté par principe contre les armements. Mac Donald, au Parlement anglais, déclarait de même, en juillet dernier, que dans cette question les ouvriers anglais luttent épaules contre épaules avec les ouvriers allemands, contre l'augmentation de la flotte. (1).

Il rappelle l'importance des démonstrations en faveur de la paix.

Et Grumbach (Colmar) prononçait ces paroles :

Ce n'est pas une utopie de demander le désarmement. Ceux qui disent cela nous font une objection très dangereuse. Il faut que la Social-Démocratie allemande, la Section la plus puissante et la plus renommée de l'Internationale socialiste, dise aujourd'hui hautement : « Comme nous avons toujours lutté pour le désarmement, nous continuerons à le faire dans l'avenir. Nous voulons appuyer les tendances anti-guerrières que nous trouvons même dans la société capitaliste, par l'extraordinaire force naturelle qui émane des masses populaires immenses qui se rangent derrière nous. » (Applaudissements prolongés et enthousiastes.) (2).

(1) *Protokoll* du Congrès de Chemnitz (1912), pages 403 à 415.

(2) *Compte rendu officiel*, déjà cité, page 425.

Finalement, à l'unanimité moins 3 voix, fut votée la motion de Haase dont voici la partie essentielle :

La Social-Démocratie lutte de la manière la plus énergique contre les tendances impérialistes et chauvines où qu'elles se manifestent. Par contre elle apporte tous ses soins à développer la solidarité internationale du prolétariat qui, nulle part, ne montre de sentiments hostiles contre notre pays.

Quoique l'impérialisme soit l'émanation du régime capitaliste et ne peut être supprimé qu'avec celui-là même, il ne nous faut rien négliger pour réduire au minimum ses conséquences dangereuses.

Le Congrès exprime sa volonté formelle d'employer tous ses efforts pour amener une entente entre les nations et maintenir la paix.

Il demande que par des accords internationaux on en finisse avec la concurrence des armements qui met en danger la paix et précipite l'humanité vers une catastrophe formidable.

Le Congrès demande aux militants d'employer toutes leurs forces, infatigablement, pour le développement des organisations politiques, syndicales et coopératives du prolétariat conscient, afin de pouvoir lutter avec une puissance toujours plus grande contre l'impérialisme, jusqu'à ce qu'il l'ait terrassé.

Contre la piraterie coloniale : le Maroc

Contre la politique coloniale, la Social-Démocratie représentée par ses élus, ses journaux, ses militants et non par quelques hommes de lettres sans mandats, a été toujours aussi nette.

Dans la séance du Reichstag du 15 mars 1910, à propos du Maroc, Scheidemann répondant au Chancelier, après avoir violemment attaqué les grands capitalistes allemands du Maghreb, les frères Mannesmann, et les agissements de la presse pangermaniste, déclara-

rait qu'il espérait bien qu'on n'arriverait pas à empirer les relations entre la France et l'Allemagne et qu'il comptait voir le jour où « *nous de ce côté des Vosges et les Français de l'autre côté, ne seront plus ennemis et où avec la France et l'Angleterre des relations amicales seront établies. Le poursuivre c'est le but le plus noble* ».

Le rapport du Groupe parlementaire au Congrès d'Iéna (1911) rappelle le discours de Ledebour au Reichstag, proclamant *l'opposition du Parti à toute politique coloniale*

Au cours du même Congrès, Bebel flétrissait l'infamie de la politique coloniale des grandes puissances souillées depuis le xvi^e siècle de crimes innombrables; il s'élevait avec indignation contre les atrocités du général Von Trotha qui, dans la campagne contre les Herreros, dans l'Afrique occidentale allemande, avait laissé mourir de faim et de soif des dizaines de milliers de femmes, d'enfants et d'hommes dans un désert de sable, sous le soleil brûlant. Tout le Congrès manifestait son indignation.

A propos du « coup d'Agadir » il déclarait:

Il est clair que ni la France, ni l'Angleterre ne pouvaient se taire et supporter cela. On dira quels droits avaient-elles d'empêcher l'Allemagne d'y aller? Elles en avaient certes aussi peu que nous-mêmes.

Il nous est tout à fait impossible d'accepter la politique si téméraire, si dangereuse, voire si folle, que réclament nos pangermanistes et nos coloniaux. Elle nous conduira fatalement à une guerre mondiale.

Et le supplément au « Handbuch » publié par le Parti, après l'accord franco-allemand sur le Congo, proclamait:

La Social-Démocratie étant l'adversaire de toute la politique coloniale capitaliste est aussi l'adversaire de cette annexion. (Page 12.)

Contre la guerre, contre le militarisme

Ce sont ces idées qui inspirent tous les actes, toute la propagande parlée et écrite du formidable mouvement de la classe ouvrière allemande, riche de ses 4 millions d'électeurs socialistes, de son million de membres du Parti, de ses 3 millions de syndiqués, de ses 1,500,000 coopérateurs.

Elles sont exprimées dans toutes les réunions, dans des centaines et des milliers de brochures, dans toute sa presse avec ses 89 quotidiens et ses 3 millions de lecteurs.

Citons une de ces brochures « La Social-Démocratie et l'Armée », publiée à l'occasion des dernières élections de janvier 1912 et dont le refrain est formé par les trois cris : *Nieder mit dem Militarismus!* (A bas le militarisme !); *Nieder mit dem Kapitalismus!* (A bas le Capitalisme !); *Es lebe die Sozialdemokratie!* (Vive la Social-Démocratie !). On montre à l'électeur par des chiffres empruntés à toutes les conflagrations depuis les guerres napoléoniennes, les dépenses faites pour les œuvres sociales — infimes — et les dépenses — colossales — faites pour les œuvres de mort. Elle termine par ces affirmations :

Qui lutte contre le militarisme, lutte contre l'autocratie, contre le régime personnel, contre les tortures infligées aux soldats, contre le pillage du peuple.

Lutter contre le militarisme, c'est lutter pour la paix, pour le bien-être du peuple, pour son droit de s'administrer lui-même.

Et de son côté, le plus éminent théoricien du Parti, Karl Kautsky, dans une autre brochure « Patriotismus und Sozialdemokratie », écrit :

Le patriotisme du prolétariat n'a aucune pointe dirigée contre aucune nation. La solidarité internationale des travailleurs est la marque la plus importante par laquelle le patriotisme du prolétariat se distingue de celui des autres classes...

La condition nécessaire de toute action socialiste positive dans le Parlement est la lutte contre le militarisme.

C'est la même pensée qui inspira la magnifique action menée par le Parti socialiste allemand, en 1911 et en 1912, en présence des menaces de conflit ayant leur origine dans la question marocaine ou la guerre d'Orient. La Social-Démocratie compléta son action parlementaire, ses campagnes par la brochure et le journal, par des démonstrations populaires grandioses, pour affirmer sa haine de la guerre et sa volonté de maintenir à tout prix la paix du monde. Au moment du fameux « coup d'Agadir », pendant l'été de 1911, elle réunissait à Berlin, dans le parc de Treptow, un meeting immense de 200,000 personnes, qui acclamèrent les orateurs socialistes et notamment le discours enflammé de Ledebour. Il y a quelques mois, cet effort était renouvelé à l'occasion des complications et des menaces de conflit résultant de la guerre des Balkans — dans toute l'Allemagne.

En face des nouvelles propositions d'armement formulées en février 1913 par les gouvernants, l'attitude des socialistes allemands a été dès l'abord aussi vigoureuse, aussi unanime. Entre des milliers d'articles parus dans toute leur presse, il nous suffira de citer au hasard les commentaires suivants de la *Volkstimme* (la *Voix du Peuple*) de Francfort :

Ainsi, deux nations qui nulle part dans le monde ne sont divisées par des antagonismes tant soit peu sérieux et qui, au contraire, au point de vue économique et dans le domaine de la civilisation, sont peut-être plus solidaires que n'importe quelles autres nations, devraient, nous dit-on, en venir inévitablement à se mesurer sur le champ de bataille !

Voilà l'effet funeste de la politique des armements. Cette politique funeste ne prendra fin que lorsque les peuples entraveront l'action des Gouvernements. Les masses laborieuses d'Allemagne et d'au delà des Vosges apprendront de plus en plus clairement ce qu'exigent leurs intérêts. *Notre mot d'ordre, c'est la guerre contre la politique des armements !*

On sait enfin comment un manifeste fut signé en commun par les Comités centraux et les groupes parlementaires socialistes de France et d'Allemagne, par les 110 députés socialistes au Reichstag, comme par les 72 députés socialistes français et publié en tête de leurs colonnes par les 89 quotidiens socialistes allemands, comme par toute la presse socialiste française.

Voici ce document historique :

Au moment où, en Allemagne et en France, les gouvernements se préparent à déposer de nouveaux projets de loi qui vont encore accroître les charges militaires déjà formidables, les socialistes français et les socialistes allemands estiment que c'est leur devoir de s'unir plus étroitement que jamais pour mener ensemble la bataille contre ces agissements insensés des classes dirigeantes.

Les socialistes français et les socialistes allemands protestent, unanimement et d'une même voix, contre les armements incessants qui épuisent les peuples, les contraignent à négliger les plus précieuses œuvres de civilisation, aggravent les défiances réciproques, et au lieu d'assurer la paix, suscitent des conflits qui conduisent « à une catastrophe universelle », et qui aboutissent à la misère et à la destruction des masses.

Les socialistes des deux pays ont le droit de se regarder comme les interprètes, tout à la fois du peuple allemand et du peuple français, quand ils affirment que la masse des deux peuples, à une majorité écrasante, veut la paix, et qu'elle a horreur de la guerre. Ce sont les classes dirigeantes qui, d'un côté et de l'autre de la frontière, provoquent artificiellement, au lieu de les combattre, les antagonismes nationaux, attisent l'hostilité réciproque, et détournent ainsi les peuples, dans leur pays, de leurs efforts de civilisation et de leur bataille émancipatrice.

Pour assurer tout à la fois le maintien de la paix, l'indépendance des nations et le progrès dans tous les domaines de la démocratie des deux États, les socialistes réclament que tous les conflits entre les peuples soient

réglés par des traités d'arbitrage; car ils estiment que les résoudre par la voie de la violence n'est que barbarie et honte pour l'humanité.

Ils réclament qu'à l'armée permanente, qui constitue pour les nations une permanente menace, soient substituées des milices nationales, établies sur des bases démocratiques et n'ayant pour objet que la défense du pays.

Et si enfin, en dépit de leur opposition passionnée, de nouvelles dépenses militaires sont imposées aux peuples, les socialistes des deux pays lutteront de toute leur énergie pour que les charges financières retombent sur les épaules des possédants et des riches.

Les socialistes d'Allemagne et de France ont déjà, par leur conduite dans le passé, démasqué le double jeu, le jeu perfide des chauvins et des fournisseurs militaires des deux pays, qui évoquent aux yeux du peuple, en France, une prétendue complaisance des socialistes allemands pour le militarisme, et en Allemagne une prétendue complaisance des socialistes français pour le même militarisme.

La lutte commune contre le chauvinisme, d'un côté et de l'autre de la frontière, l'effort commun pour une union pacifique et amicale des deux nations civilisées doivent mettre fin à cette artificieuse duperie.

C'est le même cri contre la guerre, c'est la même condamnation de la paix armée qui retentissent à la fois dans les deux pays. C'est « sous le même drapeau de l'Internationale » — de l'Internationale qui repose sur la liberté et l'indépendance assurées à chaque nation — que les socialistes français et les socialistes allemands poursuivent avec une vigueur croissante leur lutte « contre le militarisme insatiable, contre la guerre « dévastatrice, pour l'entente réciproque, pour la paix durable « entre les peuples. »

D'un même cœur, avec le même élan les travailleurs conscients d'Allemagne répètent avec leurs frères de France: Guerre à la Guerre! Vive l'Internationale des Travailleurs!

L'Émancipatrice (Imp. communiste), 3, r. de Pondichéry, Paris. 6470-3-13



Le Socialiste

ORGANE CENTRAL DU PARTI SOCIALISTE

(Section Française de l'Internationale Ouvrière)

Paraît tous les Samedis ✦ Le Numéro : 10 centimes

ABONNEMENTS

FRANCE	}	Trois mois	1.50
		Six mois	3 »
ÉTRANGER	}	Un an.	6 »
		Un an.	8 »

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

Au Siège du Parti

37, Rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, PARIS (4^e)



LA

Librairie du Parti Socialiste

37, Rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, PARIS (IV^e)

fait les mêmes remises que toutes les autres Librairies.

Elle est, en outre, la seule librairie appartenant au Parti. Elle verse tous ses bénéfices à la propagande socialiste.

Tous les militants ont le devoir de s'y fournir.

On y trouve tous les ouvrages parus : Volumes, chansons, insignes, coquelicots, églantines, etc., etc.

Adresser commandes et mandats au citoyen **Lucien Roland,**

37, Rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie — PARIS (IV^e)

→→→ ENVOI FRANCO DU CATALOGUE ←←←